

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Marseille

Département des affaires immobilières

4, Traverse de Rabat - BP 121

13277 MARSEILLE CEDEX 9

Tél: 04 91 40 88 00

ÉTUDES DE MAITRISE D'OEUVRE POUR LA MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE VIDEO SURVEILLANCE SUR L'ENSEMBLE DU CENTRE PENITENTIAIRE DE BORG

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CCTP

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L’OPERATION	3
1.1. Contexte général	3
1.2. Caractéristiques de l’établissement.....	3
ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION	4
ARTICLE 3 – DETAILS CONCERNANT LES PHASES DE LA MISSION.....	7
3.1 Etudes mission DIAG / FAISA.....	7
3.1.1. Etat des lieux	7
3.1.1.1. Généralités.....	7
3.1.1.2. Etat des tableaux électriques	7
3.1.1.3. Réalisation de synoptiques réseau ondulé.....	8
3.1.1.4. Réalisation de plans.....	8
3.1.2. Analyse technique	8
3.1.3. Elaboration du scénario de travaux / Estimation et faisabilité	8
3.3 Etudes de projet (mission APS et APD)	8
3.3.1 Etudes d’avant-projet sommaire (APS).....	8
Liste indicative des documents à remettre au maître d’ouvrage :	9
3.3.2 Etude d’avant-projet définitif (APD).....	9
Liste indicative des documents à remettre au maître d’ouvrage :	9
3.3 Etudes de conception (mission PRO / ACT)	10
3.4 Prestations de suivi des travaux (VISA / DET / AOR / OPC).....	10
3.5 Dossier d’autorisations administratives	10
ARTICLE 4 – CONTRAINTES	10
4.1 Conditions d’accès et consignes – Sécurité pénitentiaire	10
4.2 Réglementation	11
4.3 Sous-traitance.....	12
4.4 Erreur ou omission	12
ARTICLE 5 – DOCUMENTS A DISPOSITION	12
Les plans des bâtiments.....	12
ARTICLE 6 – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE.....	12
ARTICLE 7 – ANNEXES	12

ARTICLE 1 – PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. Contexte général

Actuellement le centre pénitentiaire de Borgo est équipé d'un système de vidéosurveillance obsolète et non adapté au besoin de surveillance de l'établissement. Cette obsolescence impact directement la surveillance et la sécurité de l'établissement.

La Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Marseille prévoit de réaliser des travaux permettant la création et la mise en place d'un nouveau système de vidéosurveillance de dernière génération, pérenne, évolutif et ouvert.

Afin de réaliser les travaux de vidéosurveillance, la DISP de Marseille, maître d'ouvrage, prévoit de confier à une maîtrise d'œuvre les missions de base (DIAG/FAISA, AVP, PRO, ACT, VISA, DET, AOR, GPA, OPC) et que la constitution des dossiers administratifs (demande d'autorisation de travaux pour un ERP). Cette mission globale comprend aussi la production de l'ensemble des études, du CCTP de marché de travaux et de leur suivi pour la construction d'un nouveau poste protégé, un « poste de contrôle des circulations » (PCC).

La mission DIAGNOSTIC a pour objectif en lien avec la direction de l'établissement et le maître d'ouvrage, de prendre en compte les équipements existants, les locaux techniques concernés, les technicités et les difficultés particulières relatives à la sécurité pénitentiaire ainsi que le bon fonctionnement de l'ensemble de la nouvelle installation du système de vidéosurveillance.

1.2. Caractéristiques de l'établissement

Adresse :

Centre pénitentiaire de Borgo : BP 16 route de Canavaggio - 20290 Borgo

Tél. (secrétariat) : 04.95.36.93.35

Courriel : sec.ma-borgo@justice.fr

▪ Contacts établissement :

Mme LATOU, cheffe d'établissement : @ : julie.latou@justice.fr

M. Gregory Guillaume, responsable technique : @ : gregory.guillaume@justice.fr

M. LECAER Franck, responsable de l'INFRA : @ : Franck.Lecaer@justice.fr

▪ Maîtrise d'ouvrage :

Ministère de la justice/DISP de Marseille

Département des affaires immobilières (DAI)

4, traverse de Rabat, 13 009 Marseille Cedex

Le représentant du maître d'ouvrage : M. SAIES MOUNEM, Chef du Département des Affaires Immobilières sera en charge du suivi de cette opération.

M. Mounem SAIES, @ : mounem.saies@justice.fr – tél portable : 06 12 01 61 03

Sur site, cette opération sera suivie par M. GREGORY Guillaume.

Pour les demandes de visite du site les sociétés soumissionnaires devront transmettre à l'établissement les photos copies recto verso des CNI afin de préparer les demandes autorisations d'accès dans l'établissement.

ARTICLE 2 – CONTENU DE LA MISSION

D'une manière générale, la mission de base, objet du présent CCTP, se décompose de la manière suivante :

Le marché est à tranche unique pour la réalisation d'études de diagnostic, de faisabilité, AVP, PRO, MOBILIERS, ACT, DET, AOR, OPC, GPA et dossier d'autorisations administratives selon les dispositions de l'article 3.1 ci-après.

IMPORTANT : Le Maître d'Ouvrage souhaite disposer d'une étude exhaustive afin de pouvoir, selon les scénarios proposés, disposer d'un projet de travaux pouvant servir de base au lancement rapide d'une consultation travaux.

Précisions particulières :

Les relevés se feront en site occupé et devront être effectués avec la plus grande discrétion, dans le respect des règles de sécurité et en accord avec la Direction d'établissement.

L'établissement mettra à disposition un agent accompagnateur pendant la durée des études, afin de préciser la configuration générale de l'établissement et l'accès aux locaux techniques, chemins de câbles accessibles, gaines techniques et locaux divers.

Il est demandé au titulaire, dans le cadre de ses missions, de **définir les travaux et les prestations nécessaires à un bon fonctionnement du nouveau système de vidéosurveillance et de ces équipements, baies (serveur), écrans de visualisation, cameras** (travaux de mise à niveau des installations, préconisations de maintenance) dans le respect des réglementations et normes applicables, en particuliers la NFC 15-100.

IMPORTANT :

A l'heure actuelle, le centre pénitentiaire de Borgo dispose d'un système de vidéosurveillance obsolète et sous dimensionné.

L'objectif étant de créer un système de vidéosurveillance de dernière technologie, l'ensemble du système de vidéosurveillance devra être pérenne (au moins 20 ans) et accessible d'utilisation.

Le site étant situé proche de la mer et dans une zone propice à des vents violents, les matériaux utilisés devront être anti corrosifs, étanches et résistants.

Tous les câblages aériens ou enterrés devront avoir des protections supplémentaires: notamment contre les attaques de rongeurs (rats, souris, insectes etc...).

Pour des raisons de sécurité tous les équipements devront être anti vandales, les accessoires et fixations devront être en acier inoxydable, l'ensemble des câblages cheminant en extérieur sera traité anti-UV, l'ensemble des câbles cheminant dans des zones fréquentées et accessibles par les détenus devront être protégés métalliquement de type Oméga.

Le système de vidéo devra être évolutif et ouvert (exigence d'interopérabilité) permettant en phase d'exploitation de ne pas être limité à une unique marque et un unique fournisseur.

Le système de vidéosurveillance et d'exploitation des images devra disposer d'une capacité d'extension de 30 %.

Les images devront être restituées in situ dans les différentes configurations du site (PEP, PCI, futur PCC etc.), en fonction des rôles et objectifs d'exploitation de chaque caméra.

De plus, l'étendue des prestations portera sur l'installation du nouveau système de vidéosurveillance, ainsi que le changement des anciennes caméras si besoin, le contrôle et changement en totalité ou partiellement de l'ancien câblage réseau électrique et coaxial selon compatibilité avec le nouveau système. L'ensemble du réseau sera repris sur l'onduleur existant (si capacité nécessaire) ou bien prévoir la mise en place d'un nouvel onduleur dédié au nouveau système de vidéosurveillance y compris les installations/équipements s'y afférents.

Dans le cadre de cette opération, il est programmé la création d'un poste de contrôle et de coordination (PCC) en extension d'une zone de circulation proche du greffe qui se situe à l'entrée de la zone de détention. La conception, les études et le suivi de la construction de ce poste sont prévus au programme de maître d'œuvre (Voir annexe).

Tous les besoins de modifications et ou de suppléments de surfaces pour les locaux techniques avec équipements intérieurs (climatisation...) seront étudiés et suivi en phase travaux par le titulaire du présent marché.

L'intérieur des postes de sureté PCI, PEP, PCC sera réfléchi et conçu pour faciliter l'utilisation des outils et améliorer les conditions de travail des personnels.

Toutes les investigations nécessaires pour atteindre les objectifs fixés sont considérées comme faisant intégralement partie du prix global et forfaitaire. Le transfert de l'ancien système de vidéosurveillance au nouveau système ne devra pas créer de coupure de la surveillance. La cohabitation des deux systèmes devra être limitée dans le temps.

En particulier, sont réputés inclus dans le prix de la mission :

- L'ensemble des frais liés aux déplacements et aux séjours des personnels chargés de l'exécuter.
- Les frais liés aux démarches administratives notamment en vue de la collecte des informations.
- Les frais de reprographie.

Le coût prévisionnel des soumissionnaires devra prendre en compte les contraintes de travailler en site occupé.

Le site comprend plusieurs bâtiments avec une galerie technique (au R-1) desservant tous les bâtiments

- Bâtiment PEP :
- Zone 1 - Bâtiment administratif : RDC et R+1
- Zone 2 - Bâtiment quartier des MA : R+1 et R+2
- Zone 3 - Bâtiment quartier des femmes et quartier CD : RDC , R+1 et R+2
- Zone 4 et 5 - Bâtiment quartier des détenus hommes : RDC , R+1 et R+2
- Zone 6 - Bâtiment Gymnase
- Zone 7 et 8 - Bâtiment atelier - cuisine - buanderie - LT
- Zone 9 - Galerie technique (R-1)

Effectif

- Public 263 personnes
- Personnel 84 personnes

Soit au total : 346 personnes

Effectif

- Public 263 personnes
- Personnel 84 personnes

Soit au total : 346 personnes

Classement

Le classement pour cet établissement est un ERP de type EP comprenant des locaux de catégorie A et de catégorie B. **L'Établissement soumis à l'arrêté du 18 juillet 2006** portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.

Les postes protégés :

PEP :

- Gérer les accès piétons et véhicules
 - Surveillance directe : personnel et famille
 - Identifier et contrôler les personnes et les véhicules
 - Vidéosurveiller (zones dédiées à définir avec l'établissement) ?
 - Contrôler les objets entrants
- ⇒ La nuit, le poste sera découvert.

PCI :

- Vidéosurveiller : le chemin de ronde extérieur et intérieur
- Videosurveiller les toits à l'aide d'une caméra 360 ° faisant office de 3^{eme} mirador
- Alarmes techniques
- Communiquer directement avec l'extérieur (police, pompier, sécurité civile, etc.)
- Réceptionner les appels en détention
- Cellules (crise, cas particulier)
- Gérer l'accès à la zone administrative
- Gérer les clés sensibles

PCC à créer

- Gérer et contrôler les accès en détention
- Gérer et distribuer les clés et les badges
- Casiers des émetteurs/récepteurs
- API
- Vidéosurveiller : les zones de détention :
 - Zone 1 - Bâtiment administratif : RDC et R+1
 - Zone 2 - Bâtiment quartier des MA : R+1 et R+2
 - Zone 3 _ Bâtiment quartier des femmes et quartier CD : RDC , R+1 et R+2
 - Zone 4 et 5 - Bâtiment quartier des détenus hommes : RDC , R+1 et R+2
 - Zone 6 - Bâtiment Gymnase
 - Zone 7 et 8 - Bâtiment atelier - cuisine - buanderie - LT
 - Les unités de vie
 - Stade, les cours de promenade.

ARTICLE 3 – DETAILS CONCERNANT LES PHASES DE LA MISSION

Les prestations à la charge du titulaire du marché objet du présent CCTP sont les suivantes :

3.1 Etudes mission DIAG / FAISA

La mission se décompose en 3 phases distinctes qui seront :

- **Etablir un état des lieux** par la vérification de l'alimentation électrique, et en particulier du câblage électrique pouvant servir à la nouvelle installation. Le Maître de l'Ouvrage a la charge de remettre au prestataire, tous les renseignements en sa possession concernant le bâtiment. La Maîtrise d'Œuvre est chargée, s'il y a lieu, d'effectuer les relevés nécessaires à l'établissement de cet état des lieux ;
- **Procéder à une analyse technique** nécessaires au bon fonctionnement du système de vidéosurveillance qui devra prendre en compte le changement des caméras existantes ainsi que les liaisons électriques filaires (CFO, CFA) et l'éventuelle compatibilité des nouvelles caméras avec les équipements existants, la possibilité si cela s'avère nécessaire de la mise en place d'un l'onduleur propre au nouveau système de la vidéo surveillance.
- **Proposer un ou plusieurs scénarii de travaux**, avec pour chaque scénario un descriptif sommaire des travaux, une estimation financière des travaux, une durée prévisionnelle des travaux et la faisabilité de l'opération.

3.1.1. Etat des lieux

3.1.1.1. Généralités

Cette phase a pour objet de faire un état des lieux de l'ancienne installation l'état actuel des réseaux et des équipements.

Son objectif étant de vérifier les caractéristiques :

- De repérer les connections physiques entre chaque équipement,
- De déterminer les liaisons fonctionnelles entre chaque équipement,
- De déduire la compatibilité du nouveau système avec les équipements existants (onduleur, nouvelles caméras, écrans, serveur, etc..).

Ces informations permettront l'élaboration des solutions de mise en place du nouveau système de vidéosurveillance. Ces relevés pourront s'appuyer sur les informations transmises par le maître d'ouvrage sur la base de DOE existants.

Il appartiendra aux soumissionnaires dans le cadre de leur mission de confirmer au Maître d'Ouvrage la conformité des plans existants de l'ancienne installation de la vidéo surveillance par un schéma de principe complet.

Sont inclus dans la mission au minimum les relevés concernant la conception générale de l'installation.

3.1.1.2. Etat des tableaux électriques

Dans le cadre des relevés et afin de pouvoir effectuer un diagnostic complet des réseaux d'alimentation électrique du nouveau système de la vidéo surveillance les soumissionnaires devront établir un diagnostic concernant les alimentations électriques du nouveau système de vidéosurveillance partant des tableaux électriques divisionnaires dans le respect de la réglementation électrique et des normes en vigueur.

Les résultats de cette analyse devront être interprétés en tenant compte des phénomènes électriques et mécaniques directs, mais aussi des perturbations causées par les organes tierces aux organes de la nouvelle installation de la vidéosurveillance.

3.1.1.3. Réalisation de synoptiques réseau ondulé

Les synoptiques du réseau ondulé devront représenter tous les raccordements au départ du TGBT.

Les synoptiques de la nouvelle installation seront à produire.

Une première série de documents décrira l'état des installations électriques existantes.

Dans le cadre de la réalisation de la prestation, une deuxième série de documents présentera les aménagements proposés.

3.1.1.4. Réalisation de plans

A partir des relevés d'installation tels que décrits ci-dessus, le(s) schéma(s) de principe du système et plan(s) des installations mis à jour de la vidéo surveillance sera(ont) réalisé(s).

Le(s) plan(s) sera(ont) fourni(s) impérativement au format DWG Autocad sur CD-ROM ou DVD-ROM selon les spécifications techniques proposées par les soumissionnaires.

Les relevés concerneront l'ensemble des réseaux (électrique /coaxial) et tableaux électriques soumis à modification.

Une première série de document décrira l'état de l'installation existante. Dans le cadre de la réalisation de la prestation, une deuxième série de documents présentera les aménagements proposés.

3.1.2. Analyse technique

Elle devra vérifier la compatibilité ou pas des câblages CFO/CFA des équipements existants avec ceux prévus dans le cadre du présent projet.

3.1.3. Elaboration du scénario de travaux / Estimation et faisabilité

Les solutions proposées à « minima » devront être étudiées en collaboration avec l'établissement et le maître d'ouvrage pour dimensionner le projet au plus près des besoins réels du CP de Borgo. Elles devront respecter les exigences et se conformer aux documents en vigueur de l'AP, en matière de vidéosurveillance. Elles devront déterminer les zones à couvrir ainsi que le niveau de performance des caméras requis dans les différentes zones.

Les différents objectifs visés sont : objectif n°1 – Contrôle / objectif n° 2 - Reconnaissance / objectif n° 3 - Identification.

Le Maître d'Œuvre établit un descriptif sommaire des travaux à réaliser, avec une estimation financière, un phasage et un calendrier prévisionnel, (décomposition éventuelle par corps d'état) et en précisant les exigences en matière de coûts de fonctionnement et de maintenance.

3.3 Etudes de projet (mission APS et APD)

Les études d'avant-projet, fondées sur les études de diagnostic et le programme approuvés par le maître de l'ouvrage, comprennent les études d'avant-projet sommaire et les études d'avant-projet définitif.

3.3.1 Etudes d'avant-projet sommaire (APS)

Le contenu des éléments de mission est conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les études d'avant-projet sommaire qui ont pour objet de :

- Proposer une ou plusieurs solutions d'ensemble traduisant les éléments majeurs du programme et d'en présenter les dispositions générales techniques envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre.
- Indiquer des durées prévisionnelles des travaux.
- Etablir une estimation prévisionnelle du coût des travaux des différentes solutions étudiées ;

- Proposer éventuellement des études complémentaires d'investigation des existants en fonction des renseignements fournis lors des études de diagnostic.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage où seront fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Note de présentation de l'avant-projet justifiant le parti retenu.
- Formalisation graphique de la solution préconisée sous forme de plans, coupes et élévations à l'échelle de 1/100 aux formats PDF imprimables et DWG.
- Tableau des surfaces couvert par caméras.
- Notice descriptive sommaire.
- Notice explicative des dispositions et performances techniques proposées.
- Indication d'un délai global de réalisation de l'opération comprenant le cas échéant, un phasage par tranches techniques ou fonctionnelles.
- Estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux.
- Le cas échéant, demande complémentaire de reconnaissance des sols.

Les études d'APS sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation.

3.3.2 Etude d'avant-projet définitif (APD)

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur la solution d'ensemble retenue à l'issue des études d'avant-projet sommaire approuvées par le maître de l'ouvrage ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, sur le droit à l'image;
- Arrêter en plans, le nombre et le positionnement des caméras;
- Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- Permettre au maître de l'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposés en lots séparés ;
- Permettre l'établissement du forfait de rémunération dans les conditions prévues par le contrat de maîtrise d'œuvre.

Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation seront organisées avec le maître d'ouvrage où seront fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste indicative des documents à remettre au maître d'ouvrage :

- Formalisation de l'APD proposé sous forme de plans du système de vidéosurveillance.
- Plan de principes du système de vidéosurveillance
- Tracés de principe des réseaux extérieurs (échelle 1/100).
- Tableau des caméras détaillées.
- Notice descriptive précisant les matériaux et matériels.
- Descriptif détaillé de la solution technique retenue et notamment des installations techniques.
- Estimation définitive du coût prévisionnel des travaux.
- Le planning prévisionnel travaux.

Les études d'APD sont présentées au maître d'ouvrage pour approbation

NOTA : Tous les plans sont à produire aux **formats PDF reproductibles et DWG.**

Il est important de préciser que la création d'un système de vidéosurveillance est exonérée de demande de permis de construire, ceux-ci ayant lieu dans l'enceinte du centre pénitentiaire. Néanmoins, et lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives, le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

3.3 Etudes de conception (mission PRO / ACT)

Pour le scénario des travaux de mise en place du système de vidéosurveillance déterminé lors de la phase APD et qui aura été validé par le Maître d'Ouvrage, le titulaire aura à charge la réalisation des missions PRO et ACT, y compris DCE, telles que précisées en annexes au présent CCTP et selon les dispositions énoncées à l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 (arrêté d'application de la loi « MOP ») et les nouvelles dispositions inscrites dans le code de la commande publique.

3.4 Prestations de suivi des travaux (VISA / DET / AOR / OPC)

Pour le projet de travaux de réfection du système de vidéosurveillance déterminé lors de la phase PRO et qui aura été validé par le Maître d'Ouvrage, ainsi que les travaux réalisés par le titulaire qui aura été désigné par le Maître d'Ouvrage avec l'appui éventuel de la mission ACT du présent prestataire, le titulaire aura à charge la réalisation des missions VISA, DET, AOR et OPC, telles que précisées en annexes au présent CCTP et selon les dispositions énoncées à l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 (arrêté d'application de la loi « MOP »).

Pour les éléments de mission énoncés à l'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 qui ne sont pas confiés au maître d'œuvre par le présent CCTP, le titulaire doit, néanmoins, au titre de son obligation de conseil, attirer l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes lorsque c'est nécessaire à la cohérence de l'opération.

TOUS LES DOCUMENTS DEVRONT ETRE EN LANGUE FRANCAISE, les traductions seront à la charge des soumissionnaires au marché.

3.5 Dossier d'autorisations administratives

Le titulaire constituera le dossier de demande d'autorisation de travaux.

ARTICLE 4 – CONTRAINTES

4.1 Conditions d'accès et consignes – Sécurité pénitentiaire

Comme indiqué dans le CCAP, le Maître d'Ouvrage assure l'accès de ses locaux au personnel de l'entreprise intervenante qu'il a préalablement habilité.

A cet effet et avant tout commencement de prestation, le titulaire du marché s'engage à communiquer la liste des personnes devant intervenir sur site accompagnée d'une copie lisible recto verso d'une pièce d'identité de chacune de ces personnes.

Il est rappelé que le titulaire devra appliquer les consignes générales et particulières en vigueur dans l'établissement, conformément aux règlements de l'administration pénitentiaire et aux directives du Chef d'établissement.

Compte tenu du caractère spécifique des établissements pénitentiaires, certains documents ne peuvent être communiqués et des règles spécifiques de sécurité sont applicables.

Parmi ces contraintes, les obligations suivantes, qui ne constituent pas une liste exhaustive, sont à prendre en compte :

- *Contrôle et surveillance des personnes (contrôle d'accès vérification d'identité).*
- *Respect des mesures de sécurité liées à la surveillance et aux accès des véhicules (interdiction d'accès simultanés lors des mouvements des détenus ou livraison, etc..)*
- *Tenue distincte pour le personnel intervenant.*
- *Respect des horaires autorisés.*
- *Contrôle de l'outillage.*
- *Repli des matériels dans les zones autorisées.*
- *Interdiction d'échafaudage de type fixe en dehors des heures d'intervention.*
- *Contrainte de temps, ralentissement en raison des impondérables liés à la sécurité de l'établissement.*
- *Plus généralement, respect des mesures qui seront demandées par l'administration pénitentiaire qui n'est pas tenue de les justifier.*
- *Aucune réclamation ne pourra être acceptée après signature du marché du fait de la particularité du site et des ouvrages en place.*

4.2 Réglementation

En particulier, le Maître d'Œuvre doit tenir compte dans le cadre de l'exécution de sa mission des réglementations et normes suivantes :

Des dispositions spécifiques applicables aux établissements pénitentiaires, en particulier les dispositions du code de procédure pénale, les réglementations relatives à l'accessibilité ;

D'une manière générale, le Maître d'Œuvre doit tenir compte dans le cadre de l'exécution de sa mission de toutes les réglementations et normes en vigueur, en particulier (liste non exhaustive) :

- Les règles professionnelles et les règles de l'art
- Les règles relatives à l'exigence d'habilitations professionnelles
- Les Cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.),
- Les Cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.)
- Les Documents techniques unifiés (D.T.U.),
- Les Normes françaises et européenne (NF ou NE).
- Les Lois et actes réglementaires,
- La norme NF C15 100 - Installations électriques à basse tension
- Le décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs et des textes officiels contenus dans la norme C12.101,
- La norme NF C 13 100 - postes de livraison établis à l'intérieur d'un bâtiment et alimentés par un réseau de distribution publique de 2ème catégorie.
- Les règles de sécurité contre l'incendie C12.201 et arrêté ministériel, 67.264 du 17/10/1967,
- L'arrêté du 10 novembre 1976 et notes techniques annexes du Ministère du Travail. (Concernant la mise à la terre de toutes les masses)
- La norme C12.200 et additifs sur les établissements recevant du public
- La norme NFC-18 510 relatives aux mesures de protection et de prévention
- Les règles pour la protection des travailleurs
- Le décret 83721 du 2/8/83 Éclairage des lieux de travail.
- Les normes parasismiques.
- Les normes guides, prescriptions provisoires et fiches d'interprétation de l'U.T.E., A.F.N.O.R., ISO, N.F.
- Le code de la Construction et de l'Habitation,
- Le code du Travail et réglementation sociale
- Le Code de la santé publique
- Les lois et réglementations en matière d'hygiène et de sécurité des personnes et la protection des biens (au regard du code de travail).

Pour l'ensemble de ces réglementations, le Maître d'Œuvre doit tenir compte dans le cadre de l'exécution de sa mission, des éventuelles modifications apportées à ces textes.

4.3 Sous-traitance

En cas d'intervention de sous-traitants spécialisés, ceux-ci devront être habilités par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur site et respecter toutes les clauses du marché au même titre que le titulaire du marché.

4.4 Erreur ou omission

Le soumissionnaire devra mentionner par écrit avec son offre toute erreur, omission, contradiction ou imprécision qu'il pourrait relever dans le présent CCTP sans mention, particulière de sa part, les clauses du CCTP seront considérées comme acceptées par le soumissionnaire.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS A DISPOSITION

Le Maître d'Ouvrage pourra transmettre au titulaire du marché, après notification et sous réserve de signature par celui-ci d'une clause de confidentialité, les documents ci-après.

Les plans des bâtiments

Les plans en vues de dessus de l'ensemble des bâtiments (plans architecturaux) en format papier pourront être fournis aux soumissionnaires après remise de l'attestation de confidentialité signée des soumissionnaires. De même, une version informatique de ces plans architecturaux pourra être fournie au format Autocad 2011 ou version antérieure, extension « .dwg ».

ARTICLE 6 – DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE

Pour chaque phase d'étude, le titulaire doit remettre, dans le respect des délais mentionnés à l'article 3 de l'acte d'engagement, un rendu en 1 **exemplaire papier et 3 exemplaires sur CD-Rom**.

La remise de chaque rapport devra se faire par lettre recommandée avec accusé de réception ou bien par remise contre récépissé.

Chaque rendu d'étude comportera :

Une partie texte sous fichier compatible avec la suite Microsoft Office 2003 ou antérieur, ou avec la suite Adobe Acrobat Reader.

Une partie synoptique ou plans sous fichier Autocad (au Format « .dwg » lisible sous Autocad + format Pdf)

En cas de non-conformité même limitée, la réception des prestations sera refusée et le titulaire devra remettre en conformité à ses frais l'ensemble des documents informatiques et papier.

NOTA : Les rendus DIAG et PRO devront dans la mesure du possible inclure les notes de calculs, l'ensemble des fichiers remis devront se conformer aux exigences logicielles mentionnées ci-dessus.

Tout bureau d'études retenu par la DISP de Marseille devra conseil et assistance pour le respect de ces clauses, sous couvert que ce conseil ou assistance ne contrevienne pas à la réalisation pleine et entière de sa mission et de l'ouvrage concerné définis par les pièces contractuelles, la réglementation en vigueur et les consignes formulées par la DISP de Marseille.

ARTICLE 7 – ANNEXES

- Annexe 1 : CCTP VDI année 2019.
- Annexe 2 : Dispositions particulières applicables aux établissements pénitentiaires.